



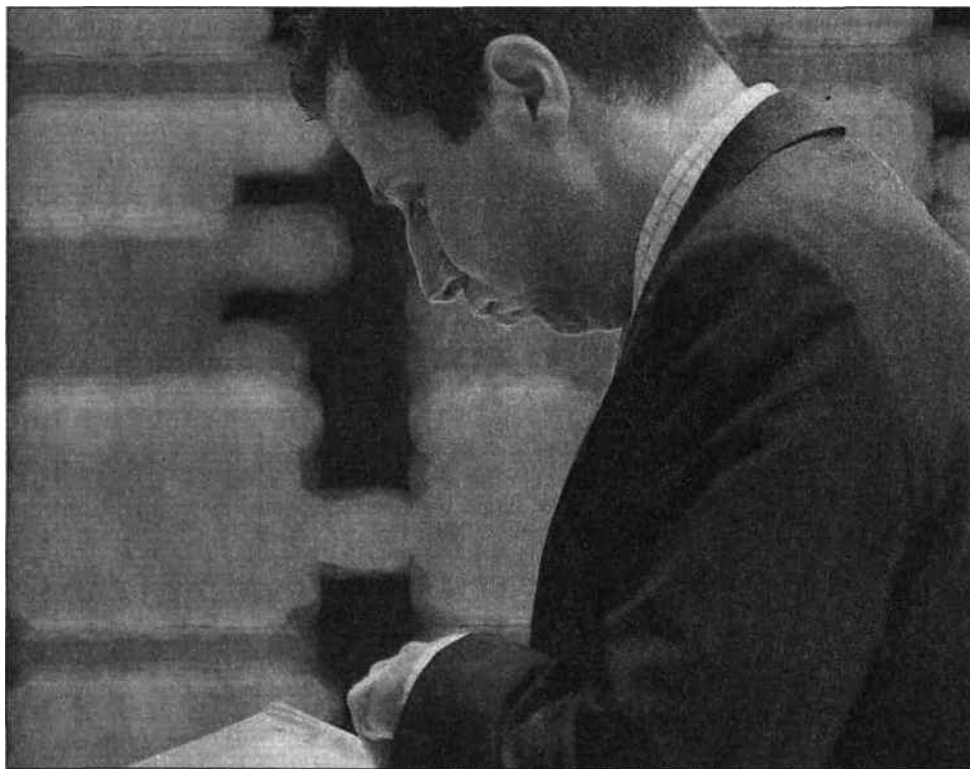
■ ÉCLAIRAGE

Les gendarmes de la finance

► **La crise financière que nous avons traversée, avec ses conséquences économiques (récession) et sociales a provoqué de nombreuses prises de conscience de la nécessité d'une gouvernance de la finance.**

Les grandes banques – américaines à l'origine – ont pris, par esprit de lucre, des risques et ont oublié leur fonction d'appui à l'économie réelle. Si les banques centrales et les collectivités ont dû injecter des milliards de dollars dans le sauvetage de leurs banques, c'est parce que celles-ci ont acquis une importance telle que leur défaillance fait courir un risque de désorganisation totale de l'économie. C'est ce que l'on appelle le risque systémique. Ce sont une trentaine de banques qui sont devenues, sur le plan mondial, trop importantes pour que leur éventuelle faillite puisse être supportable. D'où la mobilisation générale des institutions internationales et nationales pour une surveillance de toute la sphère financière: banques, assurances, fonds spéculatifs, produits dérivés etc.

La mobilisation est générale. Le G20 et son Conseil de stabilité financière (CSF), la Banque des règlements inter-



A toute action disparate doit succéder un «observatoire mondial des risques systémiques».

ARCHIVES KEY

nationaux (BRI) et le Comité de Bâle etc. qui pour la plupart n'ont rien vu venir de la crise, se mobilisent aujourd'hui pour désamorcer tout risque d'explosion de nouvelles bulles. Tous les pays ont réformé et renforcé leurs institutions de surveillance. Nous avons recensé plus de trente institutions de surveillance et autant d'acronymes. Citons par exemple les nouvelles institu-

tions de l'Union européenne (CERS, ABE, AEAPP, AEVM), la BAFIN allemande, la FSA anglaise, la FMA autrichienne etc. sans oublier les nouvelles réglementations, lois, directives... L'objectif principal de cette gendarmerie: éviter une nouvelle crise financière et la création de bulles explosives. Les moyens qui sont déjà ou seront mis en route sont nombreux: exigences renforcées en

matière de fonds propres et de liquidités (Bâle III, Finma), réaménagement des structures des banques TBTF (séparation des activités), normes comptables, contrôle des produits financiers dérivés, «ce moyen d'assouvir la voracité des banquiers» (Flore Vasseur. *Comment j'ai liquidé le siècle*, Ed. Equateurs, 2010), contrôle des milliers de fonds alternatifs (fonds spéculatifs dits «hedge

funds»), essai d'une taxe sur les transactions financières (une «plaisanterie» pour les Britanniques!) etc.

Trop ou trop peu?

Pour ceux qui ont souffert de la crise et ont dû payer les prises de risques excessifs de la finance, aucune mesure n'ira assez loin. D'autres s'en prennent avec raison aux bonus que s'octroient les dirigeants de banques sauvées par l'argent du contribuable. A l'opposé, le lobby bancaire, dont le puissant Institut international de la finance (IIF) et tant d'autres estiment que les exigences de Bâle III et des gendarmes financiers renchérront le coût des crédits et pèseront sur la croissance. D'autre part, disent-ils, ces mesures créeront une ambiance de concurrence entre les banques.

La conclusion s'impose: à ce labyrinthe d'institutions et à toutes ces actions disparates doit succéder un «observatoire mondial des risques systémiques» (Georges Ugeux, *La trahison de la finance*, Odile Jacob 2010). Cette autorité supranationale ne peut être, à notre sens, que la BRI. En effet, ni le FMI, ni le G20 n'ont la crédibilité et l'autorité nécessaires. D'autant plus que toute nouvelle réglementation aura toujours une guerre de retard sur les innovations financières,

les stratégies informatiques bancaires, les opérations boursières à la milliseconde («High Speed Trading»).

ROGER SCHINDELHOLZ

Le juste mot

■ **TBTF:** littéralement, «too big to fail», donc trop grand pour faire faillite! Situation d'une entreprise devenue trop importante pour qu'on puisse la laisser tomber en faillite. En Suisse, une commission ad hoc vient de rendre son rapport sur cette problématique.

■ **Finma:** Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, née de la fusion, en janvier 2009, de trois institutions, dont la Commission fédérale des banques et l'Office fédéral des assurances privées. Son rôle: la protection des créanciers, investisseurs et assurés.

■ **Comité de Bâle** Forum de coopération internationale créé en 1974 par le G10 pour assurer un contrôle sur la solidité des banques et composé des autorités de surveillance des pays membres.

RS

■ ÉNERGIE

■ CHRONIQUE BOURSIÈRE

Alpiq en chute Le marché des actions souffre des perspectives de croissance

Alpiq souffre de la surévaluation du franc et de la perspective de l'abandon du nucléaire en Suisse. Le bénéfice net du groupe énergétique basé à Neuchâtel a chuté de près de moitié au premier semestre 2011 sur un an (-47,1%) pour tomber à 155 millions de francs.

Le chiffre d'affaires a pour sa part reculé de 3,7% pour s'inscrire à 6,8 milliards de francs, a indiqué hier Alpiq en parlant de performance semestrielle décevante.

L'environnement conjoncturel n'est pour l'heure guère engageant, relève Alpiq. Outre la vigueur du franc, qui a grevé les comptes à hauteur de 50 millions de francs, le secteur souffre à l'échelon européen d'une importante surcapacité dans l'offre électrique. **ATS**

Les milieux économiques attendaient avec une certaine impatience des mesures afin de lutter efficacement contre la cherté du franc suisse.

C'est enfin chose faite. Après avoir clairement affiché depuis deux semaines sa volonté de lutter contre l'appréciation du franc, la Banque Nationale Suisse a décidé d'accroître l'ampleur des liquidités injectées dans le circuit économique.

Les avoirs des banques en comptes de virement auprès de la BNS sont passés en milieu de semaine de 120 à 200 milliards de francs. Cette pratique

visait à augmenter la pression à la baisse sur les taux d'intérêts dans le but d'affaiblir le franc.

Autre décision importante prise cette fois par le Conseil fédéral, le plan d'action de 2 milliards de francs pour soutenir l'économie suisse en particulier les branches en difficulté. Les entreprises d'exportation et l'hôtellerie devraient bénéficier d'une réduction des coûts.

La réaction ne s'est pas fait attendre, l'euro atteignait 1.1535 en milieu de période sous revue et termine en hausse de 3,2% à 1,1318. Quant au billet vert, il clôturait la semaine à 0,7860 avec un gain de 2,2% contre le franc suisse.

Pas de solution immédiate

Du côté de l'Europe, la chancelière allemande et le président français ont annoncé mardi une batterie de mesures afin de renforcer l'intégration économique et budgétaire de la zone euro. Ces dernières consistent à la mise en place d'un gouvernement économique de la zone euro, une convergence fiscale ainsi qu'une taxe sur les transactions financières. Ces propositions suscitent des réserves de la part des intervenants, ces dernières étant jugées bonnes pour le long terme mais n'apportant pas de solution immédiate à la crise de la dette des états européens.

Les bourses accusent toutes un recul très marqué. Les investisseurs ont de plus en plus d'inquiétudes sur la résistance du système bancaire européen et

émettent de forts doutes sur la vigueur de l'économie mondiale pointant en particulier le risque d'une récession outre-Atlantique. En outre, la publication des chiffres américains n'est de loin pas favorable. Les inscriptions au chômage sont reparties à la hausse aux Etats-Unis avec un taux qui s'établit à 9,1%, ce qui est élevé pour le pays. Autre élément négatif, les prix à la consommation ont bondi en juillet, présageant un risque d'inflation.

Sur le marché suisse, l'indice SMI accuse une perte de 3% sur la semaine. Le secteur des banques souffre particulièrement avec un recul de 9%. On assiste à une bonne résistance des défensives. Novartis grimpe de 1,4% et le titre Nestlé ne perd que 1,3%.

Les principales places européennes subissent un net repli. A Francfort, l'indice DAX perd 8,25%. Paris et Londres terminent, quant à elles, en baisse respectivement de 5,7% et 5,1%.

Pétrole en recul

Du côté des matières premières, l'or atteint un nouveau record, 1 878 dollars l'once, et s'affiche à 46 800 francs suisses. Le métal jaune reste par excellence un refuge face au fort repli des bourses, encore amplifié par les inquiétudes sur la croissance économique mondiale. Les prix du pétrole ont subi un net recul principalement influencé par des indicateurs américains défavorables. Le baril de Brent termine la semaine en légère hausse de 0,5% à 108,60 dollars.

CHRISTIAN CAILLET, Banque cantonale du Jura